

N°83 - Décembre 2016 - ISSN 1764-2558

DOSSIER
REPENSER LA MOBILITÉ SOLIDAIRE

- CONSTRUCTION D'UN INTERNAT AU NÉPAL
- RÉSEAUX COLLABORATIFS EN ARGENTINE
- JOURNÉES NATIONALES D'ISF ITALIE

ISF, UN ACTEUR ENGAGÉ AUPRÈS D'ACTEURS COLLECTIFS

L'association Ingénieurs sans frontières est membre de plusieurs collectifs, réseaux et associations. Parfois en tant que simple membre, parfois en tant qu'administrateur, cette participation d'ISF vise à construire des actions et des alternatives collectives.

Tour d'horizon de ces implications actuelles et retour sur quelques moments clés de l'histoire d'ISF au sein de ces collectifs





Centre de recherche et d'information pour le développement
1re adhésion en 1989, membre du conseil d'administration depuis 2002.
ACTION EN COURS : co-pilotage de la campagne "Une seule planète" depuis 2010 / animation d'ateliers aux universités d'été de la SI (Solidarité Internationale) du CRID / relai de la semaine de la solidarité internationale

> En 2004 et 2006, ISF organise ses premiers ateliers sur l'ingénieur citoyen et l'éthique professionnelle aux forums sociaux mondiaux de Munbaï et de Porto Alegre



Comité français pour la solidarité internationale
1re adhésion en 1989, membre du comité de direction depuis 1997.
ACTION EN COURS : animation de la campagne "AlimenTERRE" depuis 2004.

> En 2004, ISF Paris Jussieu s'associe au CFSI pour lancer la première édition du festival de films AlimenTERRE à Paris



Alliance Sciences et Sociétés
1re adhésion en 2015.
ACTION EN COURS : participation au groupe de réflexion sur la 3ème Mission des Universités



Plate-forme française pour l'éducation au développement et à la solidarité internationale
Membre fondateur en 1997, membre du conseil d'administration de 2000 à 2008 puis depuis 2014. **ACTION EN COURS :** participation au groupe de réflexion sur la 3ème Mission des Universités.

> De 2001 à 2004, ISF en conduisant un projet de développement d'une filière équitable de Karité au Burkina Faso lance la réflexion au sein de la PFCE sur l'entreprenariat rural et des femmes



Regroupement d'ONG pour l'accès à l'eau et l'assainissement pérenne pour tous
1re adhésion en 2007.

> ISF & la Coalition Eau s'invitent dans les municipales en 2008 en relayant la campagne "Maires : après le champagne, si vous passiez à l'eau"



Collectifs des associations citoyennes
1re adhésion en 2016 **ACTION EN COURS :** échanges sur le contexte du financement du milieu associatif.



Fonds pour la promotion des études préalables, des études transversales et des évaluations
1re adhésion en 2001 **ACTION EN COURS :** mise en place et animation depuis 2015 d'un dispositif de suivi des effets d'ISF sur ses membres.

> En 2009, avec l'appui du F3E, ISF mobilise 3 de ses groupes locaux pour la réalisation d'une enquête auprès de 200 ingénieurs du Sénégal, du Burkina Faso et du Cameroun travaillant dans le domaine de l'eau



Programme Solidarité Eau, réseau de partenaires pour l'accès à l'eau et l'assainissement
Membre du réseau depuis 1996. Participe à la création de l'association en 2001.

> De 1997 à 2002, ISF au sein d'un consortium d'ONG issus du pS-Eau réalise le Programme d'Appui à la Gestion de l'Eau dans la région du fleuve Sénégal.



Coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
1re adhésion en 1989. **ACTION A L'ÉTUDE :** accompagnement dans la définition d'une stratégie donateurs et entreprises.



Représentant du mouvement international du commerce équitable Fairtrade
Création par ISF Rennes, AVSF et Peuples Solidaires en 1993. Membre du conseil d'administration jusqu'en 2014.

> Après une étude documentée du groupe ISF Systext, Max Havelaar France renonce en 2012 à labelliser la filière or équitable en France

L'actualité de la solidarité internationale

Les associations un secteur d'investissement social, résilient et créatif, ou instrument pour déléguer les services publics et enrichir les banques ?

Judith Pigneur, présidente d'Ingénieurs sans frontières

Le secteur de l'« économie sociale et solidaire » (ESS) s'est montré plus résilient face à la crise économique que les autres secteurs de l'économie et a également contribué à en amortir les effets. Pourtant, malgré cet impact social positif les « associations subissent, depuis la fin 2010, les effets des restrictions budgétaires ». C'est ainsi que les SIB *(Social Impact Bonds)* ont été proposés par le gouvernement en mars dernier comme un nouveau levier de financement. La « proposition consiste à faire financer des actions sociales […] par des investisseurs privés, à qui l'État rembourse dans un deuxième temps les sommes investies, avec un fort taux d'intérêt, dès lors que les objectifs fixés conjointement par l'investisseur et par l'État auront été atteints. Un évaluateur indépendant mesure l'atteinte de ces objectifs ».

De manière générale, l'apparition de ce type de financement pose de sérieuses questions sur la manière dont notre société veut financer l'action sociale. En effet, les contrats à impact social :

- **mettent en danger les espaces de liberté/créativité que constitue le milieu associatif,** en faisant « entrer la logique de l'entreprise et du rendement économique au sein du secteur social, qui est désormais perçu comme un grand marché » et en les soumettant à des évaluations de la part d'institutions financières suivant des logiques de retour sur investissement et non de qualité de l'action sociale.
- **posent la question de la substitution des financements publics par de tels dispositifs et entérinent le retrait de l'action de l'État dans le domaine du social :** on ne peut s'empêcher de noter la concomitance de la baisse du financement public, de l'apparition de ce dispositif, et d'une volonté de généraliser ce dispositif à l'ensemble du secteur social de la part des acteurs animant ces discussions au G8.
- **coûtent plus cher à la collectivité que les subventions habituellement accordées** au secteur associatif, « certaines actions menées à l'étranger par le biais d'un financement SIB ont coûté en moyenne trois fois plus cher au contribuable ».
- **continuent la mise en place de logiques de financiarisations,** en créant de nouveaux produits financiers très rémunérateurs qui risquent de créer des bulles spéculatives. ●

Extrait de l'article complet disponible sur le site d'Ingénieurs sans frontières.

ÉDITO

C'est à un moment charnière pour ISF qu'est édité ce numéro 83 d'Alteractif. En effet, le bilan du précédent programme triennal financé par l'AFD est réalisé, les perspectives en sont tirées (vous pourrez en retrouver certaines concernant l'engagement à l'international dans le focus de ce numéro) et commencent à être mises en œuvre en accord avec nos orientations stratégiques 2015-2020 et le nouveau programme triennal. Notre champ d'action est amené à s'adapter à l'actualité de la solidarité internationale, aux besoins et attentes de nos partenaires et à nos propres visions changeantes car toujours remises en question. C'est pourquoi nos modes d'engagement sont voulus plus souples et plus diversifiés pour les années à venir. Toutefois, c'est toujours avec une volonté forte de travailler de façon concertée avec nos partenaires, que ce soient les collectifs dont ISF fait partie, les ISF internationaux comme ISF Italie, les partenaires nationaux comme Artisans Du Monde ou encore les membres du comité scientifique de l'observatoire des formations citoyennes, que cet engagement prend place.

Thibault Viennet,
vice-président d'Ingénieurs sans frontières

SOMMAIRE

ISF France coopère avec ISF Italie lors de leurs Journées Nationales

Jérémy Billon, chargé de projet

Depuis trois ans, des bénévoles d'Ingénieurs sans frontières Italie participent aux rencontres nationales d'ISF France. Cette année, six bénévoles d'ISF France leur ont rendu la pareille en traversant les Alpes pour participer à leurs Journées Nationales près de Turin afin de mieux les connaître, s'inspirer de leurs méthodes et thématiques de travail. Les membres d'ISF France ne sont cependant pas venus en simples observateurs mais avaient travaillé plusieurs mois à la co-construction de deux des ateliers du week-end avec des bénévoles italiens. Ainsi, les membres d'*Ingeniere senza frontiere* ont pu participer à une version de l'atelier du Labyrinthe élaborée dans le cadre du programme Former l'Ingénieur Citoyen, adaptée à la réalité des écoles d'ingénieurs italiennes. Le « labyrinthe de la gouvernance » est un atelier incitant les étudiants à intervenir dans leurs formations, voire les transformer, à travers l'exploration des processus de décisions qui y sont associés. De nombreuses discussions croisées sur la gouvernance au sein des écoles dans les deux pays ont pu avoir lieu.

Le second atelier co-organisé portait sur les mécanismes de participation dans la gestion intégrée des ressources en eau. Animé par un chercheur de l'IRSTEA[1] mobilisé par ISF France et étalé sur un jour et demi, il avait pour but de s'approprier les principaux enjeux (conflits d'usages, pollution, insuffisance en eau, importance des politiques publiques…) liés à la gestion de l'eau. La seconde journée, quant à elle, consistait en la modélisation d'une gestion intégrée de l'eau au travers d'un cas d'étude concret, la rivière de Dora Baltea qui prend symboliquement sa source à la frontière franco-italienne. Des bénévoles français et italiens jouaient ensemble le rôle de facilitateurs pour permettre d'animer chacune des tables de travail.

Ce pas en avant dans la participation à la co-construction d'ateliers de sensibilisation est le témoin d'une évolution positive du partenariat entre les deux ISF que cette rencontre a encore su renforcer. Parce qu'Ingénieurs sans frontières cherche à influer sur des dynamiques qui se jouent à une échelle globale, il est crucial de croiser les solutions et initiatives locales. Ce premier pas est prometteur face à la nécessité de faire converger les regards et les actions pour augmenter notre compréhension et notre poids de transformation. ISF France attend impatiemment les bénévoles d'ISF Italie pour leur réserver un accueil égal au leur à ses évènements et on l'espère, continuer à penser et agir ensemble. ●

1. IRSTEA : Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture

ISF et Artisans du Monde : l'aventure continue

Nicolas Laurent, délégué général

Depuis de nombreuses années, les groupes locaux ISF se mobilisent aux côtés des groupes Artisans du Monde (ADM) sur une série d'actions : approvisionnement et vente de produits équitables pour les événements ISF, actions communes de promotion et de sensibilisation sur les enjeux d'une agriculture paysanne durable, organisation de projections AlimenTERRE, etc. Membres actifs et administrateurs du CRID[1], du CFSI[2] et de la PFCE[3] et acteurs historiques du commerce équitable, les deux organisations échangent et collaborent également au niveau national. Pour illustration, en 2005, ils se mobilisent sur les campagnes de plaidoyer « Jouez le jeu » du collectif de l'Éthique sur l'Étiquette et « Plus d'Excuses » de l'Action Mondiale Contre la Pauvreté (AMCP). En 2009, ils sont initiateurs de l'événement « Actions étudiantes pour le Commerce Équitable (ACT2E) ». Depuis plusieurs années, ils pilotent et relayent aux côtés d'autres acteurs les campagnes « Une Seule Planète » sur les enjeux des transitions et « AlimenTERRE » qui amène les citoyens à comprendre les causes de la faim et à se mobiliser pour l'accès de tous à une alimentation suffisante et de qualité en France et dans le monde. C'est aussi une approche commune de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale tout comme une réalité de fédération de bénévoles militants qui les réunit.

Fort de ces expériences communes, les fédérations ADM et ISF réfléchissent à aller plus loin pour renforcer les liens entre leurs membres dans le cadre d'un partenariat sur 3 ans. L'objectif serait de permettre aux membres ISF de découvrir les réalités de coopératives de producteurs, des partenaires d'ADM au Sénégal, Liban et Pérou. Ils s'engageraient ensuite à devenir des jeunes ambassadeurs du commerce équitable dans leurs écoles et se mobiliseraient pour la construction d'outils de sensibilisation. Un moyen pour ISF de créer du lien au sein des groupes entre les actions de mobilisation à l'international et celles d'éducation au développement en France. ●

1. CRID : Centre de recherche et d'informations pour le développement – www.crid.asso.fr
2. CFSI : Comité Français pour la Solidarité Internationale – www.cfsi.asso.fr
3. PFCE : Plateforme française pour le Commerce Équitable – www.commercequitable.org



La biopiraterie, une nouvelle forme de colonisation ?

Propos recueillis par Arnaud De Maria, administrateur



La Fondation Danielle Mitterrand – France Libertés est une association de Solidarité Internationale qui s'engage dans la défense des droits des peuples à disposer de leurs richesses naturelles, à lutter contre la spoliation de leurs terres et à préserver leurs savoir-faire et savoir-vivre. Interview de Marion Veber, chargée du programme « Droits des peuples ».

ISF - Qu'est-ce que la biopiraterie ?

Marion Veber - La biopiraterie fait référence à la privatisation du vivant et des savoirs traditionnels sur la biodiversité, notamment par le biais de brevets. Les biopirates sont les entreprises, en particulier pharmaceutiques, cosmétiques ou agroalimentaires, ainsi que les instituts de recherche qui s'approprient des plantes ou semences ainsi que les connaissances et savoir-faire sur ces ressources à travers la propriété intellectuelle. On parle de biopiraterie quand ces acteurs s'approprient de manière illégitime les savoirs développés par les communautés locales, rurales et autochtones qui ont développé des connaissances très fines sur la biodiversité les entourant, c'est-à-dire sans leur consentement et sans partage des bénéfices réalisés grâce à leur utilisation.

Cela pose la question des biens communs du vivant et leur appropriation et privatisation. La biopiraterie invite également à réfléchir à la reconnaissance et la valorisation des savoirs des peuples. Comment repenser les rapports à ces populations pour qu'ils soient moins marqués par la violence et l'exploitation abusive ?

ISF - Peux-tu présenter un exemple concret de travail avec une communauté sur le sujet ?

M.V. - Le 16 novembre, France Libertés a lancé une campagne internationale sur un nouveau cas de biopiraterie qui concerne la stévia. Connue par les Guarani Kaiowa (Brésil) et Pai Tavytera (Paraguay) depuis des siècles, ils l'utilisent notamment pour ses propriétés sucrantes. C'est de ce savoir traditionnel que découlent toutes les utilisations ultérieures de la stévia. Cependant, les Guaranis ne reçoivent pas la part juste et équitable des bénéfices résultant de la commercialisation des glycosides de stéviol.

Nous sommes aujourd'hui en contact avec les Guaranis et espérons convaincre les entreprises d'engager des négociations avec eux pour la mise en place d'un protocole d'accord et ainsi garantir un partage juste et équitable des avantages. Si ce partage ne doit pas nécessairement prendre une forme financière, il doit cependant répondre aux demandes exprimées par les Guaranis.

ISF - Comment les institutions politiques s'emparent du problème ?

M.V. - Pour protéger les peuples et la biodiversité des biopirates, les États ont élaboré deux textes fondamentaux dans le cadre de sommets onusiens : la Convention sur la Diversité Biologique (1992) et le Protocole de Nagoya (2010). Ils posent le principe dit APA (Accès et Partage des Avantages) : les acteurs souhaitant accéder aux ressources génétiques d'un État doivent demander l'autorisation et, en cas de savoirs traditionnels associés, le consentement des communautés concernées doit être récolté et un partage des bénéfices mis en place. La France a intégré dans son droit ce principe APA en votant le 20 juillet dernier la Loi sur la biodiversité. Bien que présentant certaines limites, elle comprend tout un volet sur la prévention de la biopiraterie par l'élaboration d'un cadre clair.

D'autres États sont beaucoup plus avancés comme l'Inde ou le Pérou qui se sont lancés dans des actions de recensement des savoirs traditionnels liés à leurs biodiversités. L'objectif avec la Bibliothèque digitale indienne ou la Commission nationale contre la biopiraterie péruvienne est de disposer d'un outil efficace pour prouver l'antériorité des savoirs traditionnels en cas de demandes de brevets posés sur des plantes dont les propriétés brevetées seraient déjà connues par des peuples.

Lutter contre la biopiraterie passe aussi par un travail de prévention à travers le renforcement des capacités des communautés locales pour mieux les informer de ce qu'est la biopiraterie, de leurs droits et des possibilités d'action. Faire connaître les alternatives possibles est un élément essentiel pour dépasser les pratiques actuelles. ●

Pour aller plus loin :

- Les alternatives à l'appropriation de la biodiversité et des savoirs traditionnels des peuples autochtones - 2016
- La biopiraterie : Comprendre, Résister, Agir - 2012

Diversifier nos formes d'engagement solidaire à l'international

Thibault Viennet, administrateur

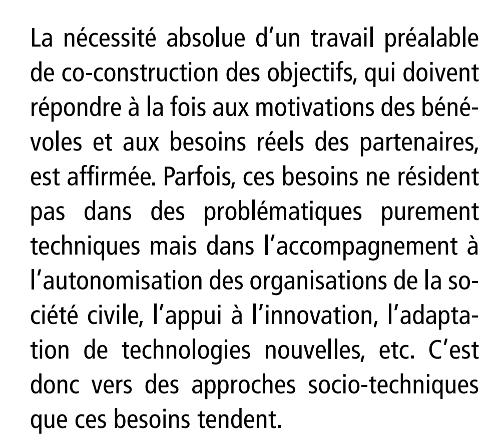
Remettre en question ses propres pratiques est un exercice qu'ISF a toujours affectionné. Preuve en est les nombreuses évolutions de l'association, depuis 1982, date de sa création. En 2012, l'anniversaire de ses 30 ans et les Journées Nationales de Lyon ont été l'occasion de le faire une fois de plus sur la thématique de la solidarité internationale. Une table ronde avait permis de dégager les grandes problématiques auxquelles les associations de solidarité internationale devraient faire face pour les années futures et ainsi d'enclencher un chantier fédératif ambitieux, questionnant nos pratiques actuelles en matière de « projets techniques au "Sud" ». Fort de ces réflexions, ISF lance dans la foulée un travail de concertation sur le thème « Quelles mobilisations et quels engagements en 2020 pour une expertise technique, jeune, bénévole et citoyenne en lien avec le "Sud" ? ». Après l'élaboration conjointe avec nos partenaires d'un ensemble de questions stratégiques, la conduite d'une enquête auprès de différents publics (étudiants et professionnels, ASI – associations de solidarité internationale, partenaires), le traitement et l'interprétation des résultats, de façon concertée également, ce chantier est arrivé à son terme et livre ses premiers enseignements.

L'intérêt des projets techniques à l'international n'est pas fondamentalement remis en question, toujours reconnu à la fois comme une motivation majeure des bénévoles et comme un besoin par les partenaires (par manque ou difficulté d'accès aux ressources locales). C'est donc plutôt vers une diversification des modes et cadres d'engagement que convergent les résultats, afin de répondre au mieux à la multiplicité des motivations, des attentes et des besoins de chaque acteur.

Les perspectives peuvent être tirées en analysant les décalages entre ces attentes et la réalité des projets. Certains sont bien connus à ISF, la difficulté à travailler avec des étudiants en termes de calendrier ou de communication conforte la nécessité d'un accompagnement fort sur les questions de démarche partenariale et d'interculturalité. La possibilité d'intégrer de jeunes professionnels aux projets étudiants est jugée intéressante, dans une perspective de complémentarité des apports.


ISF Nord

ISF Nord en mission au Sénégal – 2013.

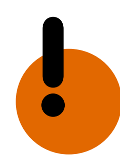

La nécessité absolue d'un travail préalable de co-construction des objectifs, qui doivent répondre à la fois aux motivations des bénévoles et aux besoins réels des partenaires, est affirmée. Parfois, ces besoins ne résident pas dans des problématiques purement techniques mais dans l'accompagnement à l'autonomisation des organisations de la société civile, l'appui à l'innovation, l'adaptation de technologies nouvelles, etc. C'est donc vers des approches socio-techniques que ces besoins tendent.

La concertation tend à définir quatre axes principaux d'engagement jugés pertinents : (i) vulgariser les techniques et approches innovantes de manière intergénérationnelle et interculturelle, (ii) intervenir dans des projets en partenariat avec des approches socio-techniques et les évaluer, (iii) capitaliser les expériences et prendre du recul, par exemple via des échanges entre pairs et (iv) influencer ici et là-bas en s'appuyant sur la légitimité et l'expérience acquises. ●

La Concertation « Quelles mobilisations et quels engagements en 2020 pour une expertise technique jeune, bénévole et citoyenne en lien avec le "Sud" ? » a été portée par des administrateurs et des salariés d'ISF pendant environ deux ans entre 2014 et 2016. Étudiants et Développement et France Volontaires ont accompagné le pilotage de ce travail. Une série d'enquêtes a été réalisée auprès de membres d'ISF, d'étudiants et jeunes professionnels, de partenaires impliqués dans des projets Sud d'ISF, d'acteurs de la solidarité internationale et de formateurs (plus de 300 répondants). Le traitement des enquêtes et la capitalisation des résultats ont été réalisés avec l'appui de l'association Efficoop spécialisée dans les processus d'évaluation et de capitalisation appliqués à la solidarité internationale. Les questionnements stratégiques utilisés pour constituer les enquêtes et leurs résultats ont également été mis en débat avec certaines associations et partenaires d'ISF. Certaines de leurs visions de l'engagement à l'international sont présentées dans la note finale de synthèse sous la forme d'encadrés.

Coopérer autrement en acteur de changement

Propos recueillis par Nicolas Laurent, délégué général



Interview d'Émilie Leroux, responsable de programme au CFSI*

ISF - Pourrais-tu nous présenter le programme « Coopérer autrement en acteurs de changement » ?

Émilie Leroux - Le programme interroge collectivement le CFSI et ses membres sur les pratiques de coopération dans un monde globalisé où les acteurs et les territoires font face à des enjeux économiques, sociaux ou environnementaux communs et où les interdépendances se renforcent. Au CFSI, nous souhaitons promouvoir le principe de la solidarité internationale comme réponse aux enjeux globaux. L'hypothèse que nous avons collectivement bâtie et que nous cherchons à vérifier via le programme repose sur deux axes : (i) les changements sociétaux durables que nous recherchons seront obtenus par des alliances entre des acteurs pluriels (la diversité de leur nature est un gage pour « faire système ») et (ii) la solidarité que nous développons doit sortir de la logique d'aide pour s'appuyer sur le commun et les interdépendances entre territoires et acteurs (les actions se développent sur des territoires miroirs). Ce programme est une recherche-action menée par les 21 membres du CFSI. Il s'articule autour de 9 projets pilotes menés par 10 membres qui réunissent 70 autres acteurs en France et dans 16 pays.

ISF - Qu'est-ce qui a conduit le CFSI à se pencher sur ces enjeux de changements des pratiques de coopération ?

E.L. - Au CFSI, nous essayons de nous adapter aux évolutions de notre monde et de placer l'expérimentation et l'apprentissage sur les pratiques de coopération au cœur des actions de la plateforme. Ces dernières années, nous avons beaucoup travaillé sur les relations entre société civile et pouvoirs publics. Les évolutions rapides des dynamiques internationales et la pression plus forte des enjeux liés aux inégalités ou au changement climatique, nous ont amenés à être plus ambitieux et à aller plus loin dans l'innovation. Le paradigme « du Nord qui aide le Sud » est dépassé, mais il est urgent de savoir vers quoi faut-il aller. Et comment ?

ISF - Quelles principales difficultés rencontrent les participants dans l'évolution de leurs pratiques de coopération ?

E.L. - Les évolutions auxquelles le programme incite passent nécessairement par des tâtonnements. Plus que des difficultés, j'aimerais évoquer les défis que cela pose aux participants. Nous pensons que ce sont les alliances internationales des sociétés civiles qui peuvent peser sur les enjeux globaux. Mais sur quoi baser ces alliances ? Le premier défi est d'identifier ce qui est « commun » (par exemple les difficultés d'insertion socio-professionnelles) ou ce qui nous lie (notamment les enjeux qui dépassent les frontières étatiques : le commerce, les mobilités internationales ou le climat). Il faut ensuite par regards croisés avec nos partenaires, analyser comment le « commun » se décline dans des contextes très différents et imaginer comment on peut mener ensemble une action qui nous permette de progresser ici et là-bas. Il est parfois difficile pour des acteurs de la solidarité internationale de bien comprendre comment se posent en France les enjeux sur lesquels ils travaillent là-bas et d'identifier quels sont les acteurs ici. Cette étape, nécessaire pour rechercher le « commun », a demandé du temps et une ouverture vers de nouveaux partenaires. C'est une « révolution » pour des acteurs internationaux rarement actifs sur leurs territoires d'ancrage (les actions se limitent souvent en France à l'éducation à la citoyenneté et solidarité internationale). Cela renvoie les participants à leur propre positionnement : certains s'interrogent aujourd'hui sur leur légitimité à intervenir dans un secteur là-bas. Cela questionne certains projets associatifs : sommes-nous acteurs ? facilitateurs ? comment lier solidarité nationale et internationale ?

Identifier ce qui fait commun, c'est aussi aller vers une réelle co-construction et dépasser les déclarations d'intention sur l'équilibre ou la transparence des partenariats entre acteurs « du Nord et du Sud ». Nous passons du « je fais là-bas avec » à « nous faisons ici et là-bas ». Cela bouscule les pratiques partenariales, c'est un autre défi que de savoir évoluer soi-même et de l'expliquer à ses propres partenaires si ces derniers ne sont pas demandeurs de changements. ●

*Comité Français de Solidarité Internationale, association de solidarité internationale dont ISF est administrateur – www.cfsi.asso.fr

Séminaire du programme « Coopérer en acteurs de changement » – novembre 2016



CFSI

ZOOM

Repenser la

Techniques et coopération internationale pour un développement inclusif, un regard latino-américain


Projet DAPED de REDTISA.

REDTISA

Propos recueillis par Jérémy Billon, chargé de projet

Interview de Paula Juarez, enseignante-chercheuse à l'Université de Quilmes et co-fondatrice de deux réseaux collaboratifs, le réseau de technologies pour l'inclusion sociale (REDTISA[1]) et le programme SEDCERO[2], une initiative régionale pour le droit à l'eau.

ISF - Quels sont les aspects novateurs de votre approche sur le montage et la mise en place de technologies de développement inclusif ?

Paula Juarez - Il y a dix ans, nous nous sommes centrés sur la technique orientée vers la résolution de problèmes sociaux et environnementaux, locaux et régionaux. En se basant sur les sciences sociales de l'ingénierie, nous voulons repenser les stratégies et politiques techniques se proposant de résoudre les problèmes concrets du pays. Ainsi, sous le nom de Technologies pour l'Inclusion Sociale (TIS), nous avons lancé de nouveaux débats pour repenser la relation technique/pauvreté et technique/développement. Deux visions opposées sur l'approche : comment générer des dynamiques inclusives et pérennes. Alors que la première approche propose d'installer un point d'eau communautaire comme « la » solution au problème d'eau, la seconde pense une gestion communautaire de l'eau liée à un apport adapté aux nécessités de chaque famille. La première maintient le pauvre dans la pauvreté tandis que la seconde fortifie la communauté en offrant de nouvelles options de vie. L'une est paternaliste et assistentialiste, l'autre non. En pariant sur la revitalisation du débat sur comment penser la technique pour un développement inclusif, nous avons été amenés à construire une nouvelle théorie que nous appelons « Systèmes Technologiques Sociaux ». Cette conception s'oppose aux théories techniques dominantes qui impulsent la coopération internationale et proposent généralement des « paquets technologiques » largement standardisés qui ne créent pas de développement parce qu'elles ne sont pas adaptées aux réalités locales. À l'inverse, nous proposons de construire des stratégies techniques avec et depuis les territoires. Actuellement, nous construisons des méthodologies et modèles de gestion pour y arriver, autour du projet de recherche-action « Droit à l'accès aux biens : de l'eau pour le développement », une initiative de développement rural inclusif. Il se centre sur la construction collective et communautaire de solutions aux problèmes locaux en rompant avec la logique « clé en main » et en articulant les actions avec des organismes publics de première ligne (Institut National de Technologie Agricole, ministère des sciences, technologies et innovation productive, ministère du développement social, université de Quilmes…).

ISF - Selon vous, quel futur pour la solidarité internationale et l'aide au développement ?

P.J. - La solidarité internationale implique un acte unidirectionnel des uns vers les autres. Mieux vaut créer des réseaux collaboratifs d'apprentissages et d'actions collectives qui nous permettent de modifier la base matérielle des inégalités socio-économiques et politiques. C'est un jeu plus complexe que de construire puits, digesteurs ou filtres à eau mais c'est possible grâce à notre capacité d'apprendre. Pour nous, citoyens du monde qui avons grandi bien nourris, éduqués, qui voyageons… nous nous différencions du reste du monde seulement parce que nous avons eu les conditions matérielles et les moyens sociaux d'apprendre à générer une plus grande quantité d'opportunités d'actions face aux problèmes. Les citoyens vivant en dessous du seuil de pauvreté / de revenu minimum décent ? n'ont pas besoin d'un « César » qui leur montre le chemin, ils ont besoin de pouvoir co-créer leurs stratégies de développement, connaître leurs opportunités d'actions et pouvoir les mener à bout. C'est cela qu'il faut chercher à stimuler : les flux d'apprentissages et les capacités locales pour consolider les territoires. […] Notre présent et notre futur nécessitent que nous soyons des professionnels critiques sur la scène internationale et qu'au moment de créer les stratégies de développement, nous appuyions les processus collectifs d'apprentissage. ●

Retrouvez l'entretien complet sur le site www.isf-france.org

1. redtisa.org
2. sedcero.org

ISF Bordeaux expérimente l'échange comme mode d'action

Jérémy Billon, chargé de projet


Rassemblement Mouvement des sans terre.

ISF Bordeaux

Trois étudiants d'Ingénieurs sans frontières Bordeaux, en collaboration avec l'association Frères des Hommes et l'Université de Bordeaux Montaigne, sont actuellement au Brésil aux côtés du Mouvement des sans-terre pour comprendre et échanger autour des problématiques agraires, et plus précisément des conséquences sur l'agriculture et la société en général de l'accaparement des terres par de grands propriétaires fonciers.

La collaboration a d'abord commencé en France autour d'actions de sensibilisaton au sein de lycées de la région Aquitaine et du Réseau Jeune Amérique Latine (RJAL) grâce à l'animation du jeu « Élément Terre mon cher Watson »[1]. Cet outil d'éducation populaire vise à faire prendre conscience des inégalités dans le système de production agricole et questionner l'appartenance des ressources naturelles et des moyens de production autour d'un jeu de rôles. Des conférences ont également été organisées, ainsi qu'une table ronde sur le commerce équitable avec la venue de Marc Dufumier, président de la Plateforme Française du Commerce Équitable. En février 2016, s'est tenue une journée de réflexion sur la biodiversité et l'accès au foncier en agriculture au cours de laquelle le groupe a accueilli Jacques Caplat, agronome et ethnologue de renom.

À la suite de cela, Frères des Hommes a mis en relation les trois étudiants d'Ingénieurs sans frontières Bordeaux avec le Mouvement des sans-terre – Brésil qui souhaitait accueillir des étudiants en agronomie pour échanger sur les visions politiques de l'agriculture qu'ils adoptent et des problèmes agraires qu'ils rencontrent. Grâce à l'accompagnement conjoint des deux associations, ils peuvent donc se confronter à la réalité du terrain durant trois mois pour enrichir leurs réflexions et leur compréhension de la problématique.

Ils chercheront à mieux comprendre la réalité brésilienne où près de 50 % des exploitations (de moins de 10 hectares) occupent 2 % des surfaces agricoles, alors que 2 % des exploitations (de plus de 500 hectares) occupent 56 % des terres[2]. Le Mouvement des sans-terre, qui revendique la propriété de la terre « à ceux qui la travaillent », est reconnu comme l'un des mouvements sociaux les plus importants au Brésil par son influence et son ampleur. Il vise à la régulation de l'accès à la terre des paysans démunis installés sur des terres de ferme inutilisées ou inoccupées, mais aussi plus largement à poser les bases d'une société nouvelle en généralisant l'éducation des enfants, l'alphabétisation des adultes, en se souciant de la protection de l'environnement autour de pratiques agro-écologiques. Le projet s'est construit autour d'échanges avec différents acteurs (producteurs, ingénieurs agronomes, militants…) et de visites (coopératives et centres de formation) avec plusieurs objectifs :

- Aborder les enjeux de l'agriculture brésilienne et mieux comprendre le rôle, l'influence et la perception que se font les Brésiliens du Mouvement des sans-terre.
- Favoriser la capitalisation et le partage des connaissances entre différentes coopératives et régions.
- Confronter les enjeux agricoles et le rôle de l'agronome entre la France et le Brésil.

Ce projet propose donc de dépasser le simple apport d'expertise technique en le liant fortement aux enjeux sociaux et humains. Il fait la promotion d'un échange réciproque entre les parties prenantes et d'une approche mettant en mouvement une pluralité de partenaires qui dure depuis presque trois ans. Si le projet à l'international peut nourrir les actions d'éducation au développement au retour de mission, ce projet prouvera peut-être que l'inverse n'en est pas moins vrai. ●

1. www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/414_element_terre.pdf
2. www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/geographie-terminale/le-bresil-des-inegalites-de-developpement-a-toutes-les-echelles_t-hrde114.html


L'école Victor Hugo Manjushree Vidyapith.

ISF Nord

ISF Nord en mission au Népal

ISF Nord et
Yoann Fouassier, service civique

En août 2016, trois membres d'ISF Nord sont partis réaliser une étude comparative sur les matériaux de construction d'un internat au Népal. Retour d'expérience.

L'école Victor Hugo Manjushree Vidyapith se situe aux alentours de Katmandou, en périphérie urbaine. Elle a été créée à l'initiative de Pramod Khakurel – un habitant directeur bénévole de l'école. Elle compte actuellement 213 élèves. L'école s'est orientée vers un accueil des enfants défavorisés et une éducation de meilleure qualité que dans l'enseignement public. Afin de lutter contre les inégalités, le but de cette école est de favoriser l'égalité des chances en permettant aux enfants pauvres un accès à un enseignement de qualité. Accueillant seulement des enfants issus de familles modestes, la moitié des inscriptions sont gratuites en raison de la situation économique précaire des familles. Les taux de scolarisation au Népal sont particulièrement élevés au niveau des classes primaires et relativement similaires selon les sexes. Cependant, l'entrée au secondaire témoigne d'une forte diminution de la scolarisation, atteignant les 58 % pour les garçons et 48 % pour les filles, selon les données de l'Unicef pour la période 2008 à 2012. Suite au tremblement de terre survenu en 2015, une partie de l'internat a été détruite. En partie reconstruit en 2016, grâce à des donations, celui-ci nécessite des agrandissements car de nombreux élèves vivent loin de l'école. Sollicité, le groupe local Ingénieurs sans frontières Nord, dont l'action s'était surtout déployée au Sénégal ces dernières années sur des projets d'accès et de gestion de l'eau, a décidé de soutenir le projet d'orphelinat au sein de l'école. Dans ce projet de construction, conduit en collaboration avec des élèves en école française d'architecture, les membres ISF souhaitent proposer des modes de constructions écologiques et durables privilégiant des matériaux locaux et des technologies permettant aux constructions d'être résistantes aux séismes et économes en énergie.

La mission confiée au groupe d'ISF Nord et réalisée cet été a consisté à rencontrer diverses entreprises, obtenir leurs devis et rencontrer des experts de la construction au Népal. Les objectifs visaient aussi à recueillir diverses informations sur le fonctionnement de l'école et sur la vie au quotidien des enfants. En amont de la mission, le groupe avait dessiné les plans nécessaires à la construction. Ceux-ci ont dû être revus suite aux exigences de l'école en termes de capacité d'accueil qui avaient évolué. Des prélèvements d'échantillons de sols ont été effectués et envoyés à l'université de géologie de Katmandou afin de connaître leurs différentes propriétés (notamment pour la construction de briques en terre crue). À la fin de leur mission, les volontaires ISF ont proposé à leur partenaire quatre possibilités d'éco-construction avec différents matériaux (bambou ou briques en terre crue) selon les diverses entreprises de la zone pour une solution plus adaptée aux besoins locaux. Le choix est laissé au directeur de l'école qui, pour l'heure, ne s'est pas encore prononcé. Le partenariat entre ISF Nord et Pramod Khakurel devrait perdurer. D'autres projets tels que la mise en place d'un restaurant social sont déjà discutés. ●

BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈV

ISF Dijon s'engage sur un projet de ferme pédagogique

ISF Dijon a débuté un partenariat auprès de MAREM, un mouvement d'action œuvrant pour la réinsertion d'enfants marginalisés à Lomé au Togo. L'association a acquis un terrain et souhaite y développer un projet de ferme pédagogique pour permettre l'apprentissage des pratiques agropastorales aux jeunes précarisés. Le rôle de l'équipe de Dijon a été d'effectuer une étude de faisabilité du projet en lien avec le contexte socio-environnemental local et de déterminer le potentiel de production et de commercialisation.

ISF Troyes développe un projet de jardin vertical

Une vingtaine de membres d'ISF Troyes a choisi de développer un projet de jardin vertical à l'aide de matériaux de récupération. Ce concept a l'avantage de consommer peu d'eau puisque celle-ci est filtrée par l'ensemble des plantes. Des pompes seraient néanmoins nécessaires afin de la faire circuler dans ces tours végétalisées et amovibles de 1 mètre de haut. Ce projet expérimental souhaite appliquer les principes de permaculture et destine les productions à l'ensemble des étudiants du campus.

De la mine au métal : conflits d'usages et impacts !

Gauthier Noisette, administrateur

À quoi servent les métaux ? Comment les exploite-t-on ? Quels impacts humains, sociaux et environnementaux associés ? Voici des questions auxquelles les Journées d'Échanges et de Sensibilisation à la Solidarité Internationale (JESSI) tenteront de répondre les 4 et 5 février 2017 à Paris.

La mine… C'est là un sujet souvent méconnu, en particulier hors des écoles spécialisées, pourtant les enjeux sous-jacents sont énormes, en France et à l'international ! Les minéraux sont désormais disséminés dans la plupart de nos objets du quotidien sans qu'on y prête toujours attention. Même en infimes quantités, d'un bout à l'autre du tableau de Mendeleïev, chaque élément a son utilité. La diversification des usages des métaux et terres rares couplée à l'augmentation de la demande pousse les industriels à exploiter des gisements toujours plus gigantesques pour extraire la moindre once du précieux minerai. Tout comme les produits qu'ils extraient, les grands groupes miniers et extractifs sont omniprésents, notamment dans les écoles d'ingénieurs, souvent sans que leurs activités et pratiques ne soient remises en question.

Le Groupe Thématique d'Ingénieurs (GTI) ISF Systext travaille depuis plusieurs années sur les systèmes extractifs et les enjeux miniers. Le GTI œuvre au local et à l'international avec de nombreuses associations et collectifs de citoyens sur des projets de terrain ou actions de plaidoyer sur les impacts de l'exploration minière, sur la participation des populations ou encore la politique de relance minière en France. La sensibilisation aux enjeux miniers est également un de leurs objectifs prioritaires.

Monté en collaboration avec le groupe local ISF Paris Sud qui accueillera la formation dans les locaux de Centrale Supélec, Campus de Gif-sur-Yvette, ce temps d'échange a pour objectifs de donner une vision globale de ce qu'est la mine et de réfléchir à nos modes de consommation, en permettant aux participants de développer leur esprit critique. Le groupe thématique souhaitait de longue date organiser un tel événement, réunissant la fédération, les groupes locaux mais également les partenaires avec lesquels il travaille au quotidien. C'est chose faite puisqu'une vingtaine de ces derniers seront conviés pour prendre part à l'animation et aux débats. Une telle initiative est une première pour un JESSI et correspond à une volonté partagée au sein de la fédération de s'ouvrir à un public non-ingénieur.


Fairphone

Creuseurs de Gécamines, Kolwezi (RDC).

L'un des enjeux majeurs sera de permettre à n'importe quelle personne qui ne connaît rien au sujet en arrivant, d'acquérir des connaissances de base sur les enjeux miniers et de s'approprier le sujet et ses problématiques. L'idée est de susciter la volonté du participant de poursuivre la réflexion au-delà du JESSI, en particulier dans les groupes locaux. Le programme a été construit dans ce sens, combinant des séances d'échanges avec le GTI et des ateliers multipliant les outils d'animations. Et pour aller plus loin, une mallette pédagogique sera réalisée afin de fournir un maximum d'outils clé en main réutilisables. À ne pas manquer… ●

ES … BRÈVES … BRÈVES … BRÈVES … BRÈVES … BRÈVES … BRÈVES … BRÈVES … BRÈVES … BRÈVES …

Pour une radio des Communs

ISF a inscrit dans sa charte sa volonté de rechercher et contribuer à l'appropriation de la technique, de sa démarche et des enjeux qu'elle soulève par les populations afin d'en faire de véritables outils de développement durable et d'émancipation. C'est pourquoi ISF soutient l'initiative de Cause Commune, une radio portant sur les ondes le mouvement du libre, qui tente de croiser des regards d'acteurs divers (associations, chercheurs, syndicats…) pour permettre la fabrique de Communs.

Une délégation ISF à la COP 22

2 membres ISF se sont rendus du 7 au 18 novembre à la 22e Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique à Marrakech. Ils ont participé en amont à la 12e COY (Conférence of Youth)) – rassemblement de la jeunesse initié juste avant la COP, chaque année. Investis dans les groupes de travail des YouNGO, ils ont travaillé à faire des recommandations pour mieux incorporer la dimension jeunesse et la question des générations futures dans les modalités d'application de l'accord de Paris.

L'observatoire des Formations Citoyennes

Eduardo Palmieri, chargé de projet

Les réflexions autour de la citoyenneté et de la responsabilité des ingénieurs font partie du projet associatif d'Ingénieurs sans frontières. La critique des formations en ingénierie et dans quelles mesures celles-ci sont orientées vers plus de justice sociale et environnementale sont au cœur de ses réflexions.

Au fil du temps, quelques constats ont été établis sur les manques et réussites dans l'enseignement supérieur ; c'est dans ce cadre que le projet de l'observatoire des formations citoyennes s'insère. L'observatoire sera un outil qui s'articule avec la création d'une plateforme web en mesure de publier les travaux qui seront produits, d'en faire une veille, d'organiser et d'animer des événements.

Il s'axe sur trois paramètres majeurs qui permettront de mieux comprendre l'état actuel des formations en France afin de légitimer et impulser leurs transformations.

Le premier paramètre s'intéressera à la gouvernance élargie des établissements de l'enseignement supérieur, prenant en compte les instances qui sont actuellement en dehors des processus décisionnels puisque cette gouvernance est souvent maintenue par des organisations dans une logique corporatiste. L'intérêt est de comprendre comment sera organisé ce jeu d'acteurs pour créer des formations citoyennes pour et par la société civile.

Le second paramètre se concentrera sur la mise en place des programmes de formation. À l'heure actuelle, l'employabilité est le critère phare de la logique de construction des formations qui délivrent ainsi des connaissances pour maintenir l'organisation de la société telle qu'elle est pensée aujourd'hui. L'accompagnement à la construction d'un esprit critique qui permet de remettre en cause les cadres sociaux et politiques sera donc analysé. Dans ce champ, les pédagogies (horizontalité ou verticalité, évaluation compétitive ou coopérative, etc.) seront aussi étudiées.



wasabi kiwi

Observatoire astronomique du Mont John – Tekapo.

Le troisième paramètre mettra en valeur la mise en application des savoirs par les étudiants au travers de projets tutorés, d'expériences associatives et professionnelles. Le but sera également de mesurer l'écart existant entre ces actions et les enseignements apportés.

Chacun de ces champs d'étude s'analysera séparément mais ils se rejoindront dans la construction d'une problématique générale pour la transformation des formations : la gouvernance des établissements permet de valider ou non les orientations scientifiques et pédagogiques – et donc les enseignements qui seront dispensés. La gouvernance impacte également les engagements sociaux, politiques et environnementaux des établissements dans leurs campus et la société.

Le changement qu'Ingénieurs sans frontières cherche, vise à démocratiser les formations afin que la société décide ensemble de son avenir. De ce fait, cette initiative se doit d'être démocratique et représentative dès sa conception. Plusieurs acteurs de la société dont des enseignants, des chercheurs, des associations et des syndicats ont été contactés pour piloter le projet. Des associations proches des idéaux d'Ingénieurs sans frontières dans leurs domaines (économie, politique et médecine) rejoignent le projet pour porter des critiques « similaires » auprès de leurs institutions et pour donner plus de poids à la démarche. Un comité scientifique sera en charge de l'élaboration de l'enquête dans une démarche de recherche-action qui vise à élaborer la problématique et les méthodes d'enquête avec la participation des membres de l'observatoire et des acteurs des formations.

Les groupes locaux d'Ingénieurs sans frontières sont invités à y participer, puisqu'en étant élèves-ingénieurs, ils sont directement impactés par le modèle de formation proposé. Leur implication est primordiale dans cette étude pour redéfinir ce que doit être une formation citoyenne, ouverte, émancipatrice et respectueuse des droits humains et de la planète.

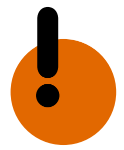
En 2017, Ingénieurs sans frontières et ses partenaires envisagent de lancer les premières enquêtes. Affaire à suivre…

Le sexisme en école : on en parle ?

Judith Pigneur, présidente



Clashes



Yann[1] est bénévole au sein du Collectif de Lutte Anti-Sexiste Contre le Harcèlement Sexuel dans l'Enseignement Supérieur (CLASCHES). ISF l'a rencontré afin d'en savoir plus sur l'activité de cette association. Lola Guillot, bénévole du comité FormIC, était également interviewée pour témoigner des spécificités du milieu ingénieur.

Judith Pigneur - Comment le collectif s'est-il formé ? Quels sont vos moyens d'action ?

Yann - Le CLASCHES a été constitué en 2001 par des doctorant·e·s en sociologie, suite à une série de cas de harcèlements sexuels[2] et à l'impunité qui les a suivis. Nous sommes aujourd'hui une dizaine de bénévoles, tou·te·s travaillant dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR). Nos moyens d'action privilégiés sont : l'accompagnement de victimes dans le cadre de cas de harcèlement, le plaidoyer auprès du ministère de l'ESR, de la sensibilisation large[3] et la mise en place de formations.

J.P. - Est-ce que vous voyez des spécificités à l'« ambiance école » sur ces questions ?

Y - Nous avons été plus sollicités jusqu'à présent dans les universités que dans le monde des écoles. Même si chaque cas présente ses spécificités, la procédure reste souvent identique. En effet, deux procédures sont possibles pour la victime : une poursuite pénale ou une procédure disciplinaire. Le CLASCHES accompagne le deuxième type de procédure : le cas disciplinaire. La procédure est aujourd'hui très inégalitaire, en faveur de l'agresseur, et mal encadrée. Suite à cela, différentes échelles de sanctions peuvent être mises en place, cela va de l'absence de mesure à la radiation de la fonction publique. En pratique les mesures prises sont souvent moindres.

J.P. - Est-ce que la question du harcèlement est circonscrite au rapport enseignant/étudiant·e ?

Y - Nous voyons effectivement beaucoup de cas où il y a un rapport hiérarchique entre l'agresseur et la victime, bien qu'il y ait des cas entre collègues enseignants.

Lola Guillot - Au sein de l'organisation de la vie étudiante en école d'ingénieur on peut retrouver une forme de hiérarchie : certaines associations au sein des écoles sont considérées comme plus « cool », plus importantes, notamment parce qu'elles existent depuis longtemps. De même, certaines pratiques considérées comme traditionnelles sont très difficiles à questionner, même quand elles comportent des caractéristiques sexistes évidentes.

Y - Il ne faut pas sous-estimer les cas de violences sexuelles interpersonnelles qui peuvent exister en école. Le harcèlement sexuel n'est pas l'œuvre d'un pervers isolé mais s'inscrit dans une culture de sexisme, voire de viol, plus large. L'institution est une condition majeure de cette culture. Les petites remarques qui sont faites par les figures d'autorités comme les enseignant·e·s sont créatrices de normes des choses que l'on peut dire et ne pas dire. C'est pour cela que nous rappelons aux institutions leur devoir de protection.

Ceci est un extrait de l'interview complète, disponible sur le site d'ISF. ●

1. Le prénom a été changé, le CLASCHES ayant mis en place une politique d'anonymat de ses membres.
2. www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000021796942&cidTexte=LEGITEXT000006070719
3. Cf. Guide du CLASCHES : https://clasches.fr/sites/clasches.fr/files/clasches_guide-harcelement-sexuel-2014_web-hd.pdf

ES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ... BRÈVES ...

Nouvelles conférences gesticulées pour animer le programme FormIC

Quatre membres du comité Former l'Ingénieur Citoyen ont créé leurs conférences gesticulées dans lesquelles ils mêlent des réflexions politiques, philosophiques et sociologiques et leurs parcours personnels. Chacune touche plus ou moins aux questions de l'élitisme des écoles d'ingénieurs, de la redéfinition du rôle de l'ingénieur en tant que médiateur entre la technique et les humains, et de la remise en cause de la place prédominante de la technique dans la société.

Rencontre internationale FormIC

The Formation Of Engineers: A Global Issue? … ISF France, ISF Argentine, Engineering Without Borders UK et Afrique du Sud organisent conjointement une rencontre internationale sur la thématique à Paris, les 3 et 4 avril 2017. L'objectif : identifier les problématiques communes concernant les formations en ingénierie à l'international et envisager les actions à mettre en place pour une ingénierie plus responsable ici et ailleurs !

Renouvellement du financement de l'action d'ISF par l'AFD

Nicolas Laurent, délégué général

Pour la deuxième fois, Ingénieurs sans frontières a sollicité et obtenu auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) une subvention d'un montant de 350 000 €. Dans la continuité du précédent triennal, ces financements – aux côtés de ceux mobilisés auprès des donateurs – permettront à l'association de poursuivre entre 2016 et 2019 l'animation du parcours de formation et d'accompagnement des actions de solidarité internationale des 600 membres d'ISF. Des moyens humains et financiers seront également mobilisés pour renforcer une présence d'ISF à l'international sous des formats de collaboration plus diversifiés, plus équilibrés et en multipliant les partenariats avec le réseau international des ISF. Autre attente particulière de l'agence, ISF continuera à expérimenter des modalités d'actions de sensibilisation en lien avec les milieux professionnels. Enfin, la démarche de suivi-évaluation des effets d'ISF sur ses membres initiée il y a deux ans, perdurera via le financement de nouveaux travaux de collecte et d'analyse de données.

Une réorganisation salariée et bénévole de la coordination nationale s'est opérée pour pouvoir répondre aux enjeux de ce nouveau programme intitulé « Pour la sensibilisation aux enjeux d'une technique au service du développement durable ». La mise en œuvre de toutes ces activités reposera sur les 26 associations membres – groupes locaux d'étudiants et groupes thématiques d'ingénieurs – qui restent les pivots de l'action d'ISF en France et à l'international. Sa réussite reste intrinsèquement liée à une présence d'ISF dans des espaces collectifs et par un travail en partenariat avec une multitude d'ONG et acteurs des sociétés civiles ici et là-bas. ●

Un fonds d'appui aux initiatives de collaborations solidaires

Thibault Viennet, administrateur

ISF continue de promouvoir les initiatives dites novatrices dans leur approche, que ce soit à un niveau local ou international. Cette ambition s'est concrétisée ces dernières années par l'accompagnement d'actions très cadrées : 3 rencontres thématiques internationales (RTI) ont permis aux groupes thématiques d'ingénieurs ISF Systext et ISF AgriSTA de conduire d'ambitieux projets d'échange entre pairs. Des actions « d'éducation au développement et à la solidarité internationale en lien avec le Sud » comme le projet dit « climat » d'ISF Savoie ont également permis d'expérimenter avec les groupes locaux des projets plus transversaux, plus réciproques qu'habituellement.

Sur la base de ces premières expériences, ISF a décidé de continuer dans cette dynamique en s'appuyant sur la créativité de ses membres et en mettant en place un dispositif qui se veut souple, permettant le financement de projets de différentes formes, multiples et transversaux, dans les collaborations et les approches choisies. En pratique, une partie de la subvention AFD, soit 24 000 euros, sera allouée au soutien de ces projets sur trois ans. Un comité de sélection décidera, sur appel à projets, de participer au financement des actions jugées mobilisantes, valorisantes et novatrices dans leurs approches. N'importe quel groupe ou ensemble de membres pourra proposer des projets. Ceux-ci seront accompagnés par l'équipe de la coordination nationale la plus indiquée selon son champ d'action et sa thématique. Ils feront l'objet d'un processus de suivi et de capitalisation porté par un comité de pilotage. ●

Décembre 2016 - n° 83

Ingénieurs sans frontières
146, rue de Crimée - 75019 Paris
Tél. : 01 53 35 05 40
courrier@isf-france.org
www.isf-france.org

Dépôt légal : à parution

Directrice de publication :
Judith Pigneur

Secrétariat de rédaction :
Arnaud De Maria, Thibault Viennet, Nicolas Laurent, Jérémy Billon, Eduardo Palmieri, Yoann Fouassier

Ont également contribué à ce numéro :
Sébastien Gondron, Françoise Marchand, Gauthier Noisette, Judith Pigneur, ISF Nord

Maquette et mise en page :
René Bertramo

Couverture :
Maquette : Thomas Champigny
Crédit photo : ISF Nord

Publicité et abonnements :
courrier@isf-france.org

Impression :
K'prim
162, route de Beauge
72000 Le Mans

La revue Alteractif est imprimée sur papier recyclé.

Suivre l'actualité d'ISF


@ISF_France


Ingénieurs Sans Frontières (ISF)

SOUTENEZ-NOUS !

Si la fédération ISF est active depuis 34 ans, c'est avant tout grâce à vos soutiens financiers et vos contributions bénévoles. Continuez à nous aider en faisant un don à l'association ou en rejoignant les équipes de la coordination nationale ! Rendez-vous sur **www.isf-france.org**



Plateforme Une seule planète : l'outil numérique d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

Le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) vient de créer un nouvel outil « Pédagogique et documentaire, numérique et participatif » dans le cadre de son programme « Une seule planète ». La campagne lancée depuis presque deux ans tente de rendre compte des transitions solidaires basées sur le bien commun, la remise en question des rapports Nord-Sud, la redéfinition des interdépendances dans le monde et la réciprocité à partir des différentes associations qui s'y engagent, dont Ingénieurs sans frontières. Cette plateforme en ligne permet de concevoir des web documentaires pour faire découvrir des initiatives de transitions solidaires. Elle regorge aussi de ressources documentaires (livres, articles, films, émissions, photos, études, etc.) et d'outils méthodologiques et pédagogiques (animation, communication, éducation et gestion de projet) mobilisables dans différentes actions.

Pour plus d'informations : www.uneseuleplanete.org



Vidéo « Pour une Formation Citoyenne des Ingénieur.e.s »



« Face aux enjeux environnementaux, il est nécessaire de (…) trouver de réelles solutions. L'approche de l'ingénieur, rigoureuse, scientifique et tournée vers l'action est incontournable pour entreprendre des mesures rationnelles et pragmatiques afin de servir l'intérêt général. L'investissement dans l'innovation est indispensable (…) et il est donc important de former les élèves ingénieurs à ces nouveaux enjeux. Enfin, il est de notre devoir de (…) mettre ces innovations au service de ceux qui en ont besoin en aidant les pays en développement (…). » Qu'y a-t-il derrière ce texte et qui prétend une « neutralité » des discours scientifiques ? Disponible sur Youtube et sur le site d'ISF, cette vidéo, élaborée par le biais de la participation à un MOOC *(Massive Open Online Course)*, décortique certaines postures et visions de la technique dénoncées par ISF, comme la vision « neutre » de la technique et la position dominante d'experts chez les ingénieurs.

Les outils Framasoft et le collectif CHATONS

On ne présente plus Framasoft, réseau d'éducation populaire au Libre. C'est une véritable galaxie de services éthiques et décentralisés que l'association a déployé ces deux dernières années dans le cadre de son programme « Dégooglisons Internet » débuté en 2014. Pour démarrer la troisième et dernière année de ce programme, l'association a réussi le lancement de six nouveaux services : FraMintest, Framalistes, Framanotes, Framaforms, Framatalk et Framagenda. Suite au succès de ce programme, Framasoft a initié le collectif anti-GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) CHATONS (Collectif des Hébergeurs Alternatifs, Transparents, Ouverts, Neutres et Solidaires). Le but est de rassembler les acteurs proposant des services en ligne libres, éthiques, décentralisés et solidaires. L'association présente volontiers le collectif comme un réseau d'« AMAP du service en ligne » dont les membres seraient des « paysans informatiques ».

Suivre les actualités de l'association :
https://framasoft.org/ Le collectif : https://chatons.org/



PROTÉGEONS

LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES FAMILIALES ET LOCALES

EN AFRIQUE DE L'OUEST

Chaque année, le CFSI soutient plus de 200 initiatives contre les inégalités et en faveur du droit à l'alimentation.

Ensemble, mobilisons-nous pour la défense des paysans d'Afrique de l'Ouest !

www.cfsi.asso.fr



Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance.
Comité Français pour la Solidarité Internationale - 32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50 - www.cfsi.asso.fr

